NCC Cabinet AUDIT BASSANT LANGLET ET ASSOCIÉS Commissaires aux comptes

CABINET AUDIT BASSANT LANGLET ET ASSOCIES

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

Tél. : 05.46.92.00.11

contact@cabinet-bassant.fr

FEDERATION A.D.M.R.

Siège Social : 2 Bis Route de Marsais – 17100 SAINTES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

FEDERATION A.D.M.R
2 Bis Route des Marsais
17100 SAINTES

Mesdames, Messieurs les adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération A.D.M.R relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Le rapport de gestion et les autres documents adressés aux adhérents ne nous ayant pas été communiqués, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ces documents en vue de nous assurer de leur sincérité et leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et

d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

- s'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINTES, le 15 juin 2022

Cabinet AUDIT BASSANT, LANGLET & Associés
Membre de la Compagnie Régionale de POITIERS

Stéphane GRANDET,
Signataire

Bilan Actif

		Du 01/01/2021 au 31/12/2021			Au 31/12/2020
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets et droits similaires					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains		64 900		64 900	64 900
Constructions		5 852 197	2 309 659	3 542 538	3 745 279
Installations techniques, matériel et outillages industriels					
Autres immobilisations corporelles		641 588	451 949	189 640	165 149
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés		101		101	101
Prêts		21 000		21 000	82 000
Autres immobilisations financières		1 200		1 200	
	TOTAL I	6 580 986	2 761 607	3 819 379	4 057 429
Comptes de liaison	II				
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et encours					
Créances					
Créances clients, usagers et comptes rattachés		611 245	4 808	606 437	386 151
Créances reçues par legs ou donations					
Autres		956 539		956 539	1 723 633
Valeurs mobilières de placement		600 000		600 000	860 000
Instruments de trésorerie					
Disponibilités		1 172 386		1 172 386	746 336
Charges constatées d'avance		14 583		14 583	82 902
	TOTAL III	3 354 753	4 808	3 349 945	3 799 022
Frais d'émission des emprunts	IV				
Primes de remboursement des obligations	V				
Ecarts de conversion actif	VI				
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	9 935 739	2 766 415	7 169 324	7 856 451

Bilan Passif

		31/12/2021	31/12/2020
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecarts de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projet de l'entité			
Autres réserves		498 403	844 992
Report à nouveau		1 492 842	1 102 957
Excédent ou déficit de l'exercice		-31 886	105 455
	Situation nette	**1 959 359**	**2 053 404**
Fonds propres consomptibles			
Subventions d'investissement		759 482	805 394
Provisions règlementées			
	TOTAL I	2 718 841	2 858 798
Comptes de liaison	II		
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
	TOTAL III		
PROVISIONS			
Provisions pour risques		104 596	
Provisions pour charges		97 849	118 404
	TOTAL IV	202 445	118 404
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		2 715 415	2 902 424
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses		733 319	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		144 627	117 469
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales		408 351	509 969
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 423	1 423
Autres dettes		244 902	1 347 965
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
	TOTAL V	4 248 038	4 879 249
Ecarts de conversion passif	VI		
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	7 169 324	7 856 451

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

	31/12/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 560	1 646
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	3 170 137	3 122 201
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	332 285	144 281
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	108 261	59 011
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	117 892	164 123
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
TOTAL I	3 730 136	3 491 263
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 015 738	950 094
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	165 765	160 211
Salaires et traitements	1 688 559	1 619 921
Charges sociales	545 407	491 805
Dotations aux amortissements et dépréciations	275 394	282 022
Dotations aux provisions	83 967	5 032
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
TOTAL II	3 774 830	3 509 084
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-44 694	-17 822
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 847	9 277
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 847	9 277
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	50 443	48 465
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	50 443	48 465
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-48 596	-39 188
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-93 290	-57 009

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat (Suite)

		31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion		32 079	411 010
Sur opérations en capital		45 745	46 322
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
	TOTAL V	77 824	457 332
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion		16 419	294 868
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
	TOTAL VI	16 419	294 868
	RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	61 405	162 464
Participations des salariés aux résultats	VII		
Impôts sur les bénéfices	VIII		
	TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 809 807	3 957 872
	TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 841 693	3 852 417
	EXCEDENT OU DEFICIT	-31 886	105 455

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	5 465	
TOTAL	5 465	
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	5 465	
TOTAL	5 465	

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total du bilan avant répartition est de 7 169 324 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : -31 886 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

Fédération ADMR de la Charente-Maritime

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

L'activité est réalisée au siège social, basé sur la commune de Saintes

Appartenance à un groupe financier :

Néant

Ci-après le tableau de composition du Fonds Associatif.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total du bilan avant répartition est de 7 169 324 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -31 886 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Poursuite des conséquences et des mesures de la crise sanitaire liée à la Covid-19, sans remise en cause de la poursuite de l'activité sur l'exercice 2021.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

• Constructions	10 à 50 ans,
• Agencements et aménagements	10 à 50 ans,
• Mobilier de bureau et informatique	3 à 5 ans,
• Mobilier	10 ans,
• Autres	5 ans.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n °2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Engagements de départ à la retraite

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 1.3 %.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 97 849 euros.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 104 596 euros pour la remise en état des véhicules.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Etat des immobilisations

CADRE A		Valeur brute en début d'exercice	Augmentations Réévaluation de l'exercice	Augmentations Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
	TOTAL			
Terrains		64 900		
Constructions :	- Sur sol propre	1 140 588		
	- Sur sol d'autrui	4 711 608		
	- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :	- Techniques, matériel et outillage			
	- Générales, agencements et aménagements divers	97 782		
Matériel :	- De transport	4 914		66 430
	- De bureau et informatique, mobilier	446 663		30 714
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	TOTAL	6 466 455		97 144
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :	- Participations			
	- Titres immobilisés	101		
Prêts et autres immobilisations financières		82 000		1 200
	TOTAL	82 101		1 200
	TOTAL GENERAL	6 548 556		98 344

CADRE B		Diminutions Virement	Diminutions Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice	Révaluation légale ou éval. par mise en équival. Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles					
	TOTAL				
Terrains				64 900	
Constructions :	- Sur sol propre			1 140 588	
	- Sur sol d'autrui			4 711 608	
	- Gales, agencts et aménagt. const.				
Installations :	- Techniques, matériel et outillage				
	- Gales, agencts et aménagt. divers			97 782	
Matériel :	- De transport		4 914	66 430	
	- De bureau et informatique, mobilier			477 376	
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	TOTAL		4 914	6 558 685	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres :	- Participations				
	- Titres immobilisés			101	
Prêts et autres immobilisations financières			61 000	22 200	
	TOTAL		61 000	22 301	
	TOTAL GENERAL		65 914	6 580 986	

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre	254 712	40 259		294 971
- Sur sol d'autrui	1 852 205	162 482		2 014 687
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	52 111	7 366		59 477
Matériel de transport	4 332	8 385	4 914	7 803
Matériel de bureau et informatique, mobilier	327 767	56 902		384 669
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	2 491 127	275 394	4 913	2 761 607
TOTAL GENERAL	2 491 127	275 394	4 913	2 761 607

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							

DOTATIONS NON VENTILEES	REPRISES NON VENTILEES	TOTAL GENERAL NON VENTILE

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	21 000		21 000
Autres immobilisations financières	1 200		1 200
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	4 808	4 808	
Clients, usagers et comptes rattachés	606 437	606 437	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	27 464	27 464	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	929 075	929 075	
Charges constatées d'avance	14 583	14 583	
TOTAL	1 604 567	1 582 367	22 200

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés	2 715 415	228 394	788 595	1 698 426
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	144 627	144 627		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	128 264	128 264		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	202 645	202 645		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	77 442	77 442		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 423	1 423		
Confédération, fédération, union, associations affiliées	733 319	733 319		
Autres dettes	244 902	244 902		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	4 248 038	1 761 017	788 595	1 698 426

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaire

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	844 992			346 588	498 403
Report à nouveau	1 102 957		389 885		1 492 842
Excédent ou déficit de l'exercice	105 455	-105 455			-31 886
Situation nette	**2 053 404**	**-105 455**	**389 885**	**346 588**	**1 959 359**
Dotations consomptibles					
Subventions d'investissement	805 394			45 912	759 482
Provisions règlementées					
TOTAL	**2 858 798**	**-105 455**	**389 885**	**392 500**	**2 718 841**

Commentaire

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Nature des subventions	Affectation	Montant à l'origine	Report au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
NELLE AQUITAINE - CHAUFFERIE EHPAD		29 533	1 477	3 329
CNSA		1 000 000	33 333	394 441
NOVALIS - EHPAD		53 967	2 159	25 547
ISICA - EHPAD		89 945	3 598	42 577
AGRICA - EHPAD		71 956	2 878	34 057
ARS - GROUPE ELEC EHPAD		25 000	1 000	11 833
REGION NOUVELLE AQUITAINE		3 000	1 000	2 134
TOTAL		1 273 401	45 445	513 918

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Etat des provisions et dépréciations

		Montant début exercice	Augmentatio Dotations ex.	Diminutions : reprises ex. Utilisées	Diminutions : reprises ex. Non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées						
	TOTAL I					
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour risques	- litiges					
	- amendes et pénalités					
	- pertes de change					
	- risque d'emploi					
	- autres		104 596			104 596
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires		118 404			20 555	97 849
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges						
	TOTAL II	118 404	104 596		20 555	202 445
Provisions pour dépréciations						
Immobilisations	- incorporelles					
	- corporelles					
	- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	- Titres mis en équivalence					
	- Titres de participation					
	- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients		6 054		1 247		4 808
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations						
	Total III	6 054		1 247		4 808
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	124 458	104 596	1 247	20 555	207 253
Dont dotations et reprises :	- d'exploitation		83 967	21 802		
	- financières					
	- exceptionnelles					

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Contributions volontaires en nature

Répartition par nature de charge	31/12/2021 Débit	31/12/2020 Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)		
TOTAL		
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)		
TOTAL		
862 - Prestation		
TOTAL		
864 - Personnel bénévole		
Membre du bureau pour CA et réunion	5 465	
TOTAL	5 465	
TOTAL GENERAL	5 465	

Répartition par nature de ressources	31/12/2021 Crédit	31/12/2020 Crédit
870 - Dons en nature		
TOTAL		
871 - Prestation en nature		
TOTAL		
875 - Bénévolat		
Membre du bureau pour CA et réunion	5 465	
TOTAL	5 465	
TOTAL GENERAL	5 465	

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2021	Exercice clos le 31/12/2020
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	27 475	25 034
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	169 285	213 888
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	242 921	1 347 965
Instruments de trésorerie		
TOTAL	**439 681**	**1 586 887**

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2021	Exercice clos le 31/12/2020
Créances clients, usagers et comptes rattachés	25 374	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	921 071	631 077
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	**946 446**	**631 077**

Commentaire

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le 31/12/2021	Exercice clos le 31/12/2020
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
	TOTAL		

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le 31/12/2021	Exercice clos le 31/12/2020
Charges :	- D'exploitation	14 583	82 902
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
	TOTAL	14 583	82 902

Commentaire